



99 bis Avenue du Général Leclerc – 75014 PARIS

Site : www.sitecommunistes.org

Hebdo : Communistes.hebdo@wanadoo.fr

E'mail : communistes2@wanadoo.fr

08-08-2015

Halte au démantèlement du secteur national de l'énergie

Il est urgent d'engager la lutte pour stopper la course au profit dans ce secteur sensible et répondre aux besoins de la nation.

L'accord entre Areva et EDF signé le 30 juillet dernier est un nouvel épisode de la privatisation de l'industrie énergétique française.

L'entreprise Areva a été créée en 2001, née de la fusion entre la COGEMA (exploitation de l'uranium), de Framatome (fabrication de réacteurs) et de Technicatome (techniques nucléaires).

58 réacteurs nucléaires produisent 80 % de l'électricité française, 2 sont en fonction en Afrique du Sud, 2 en Chine et 2 en Corée du Sud.

Quatre réacteurs sont actuellement en construction dont deux en Chine (classique), un en Finlande et en France de type EPR nouvelle génération à grande capacité de production.

Areva c'est aussi 250 filiales, 45 500 salariés, l'entreprise est implantée dans 43 pays sur l'ensemble du continent. Les enjeux sont donc conséquents.

La recherche du profit immédiat implique une surexploitation des salariés et une politique négligeant les problèmes de sécurité et de fiabilité des installations entraînant des surcoûts en tout genre. Ainsi l'entreprise a acheté puis revendu des activités à Alstom et Schneider- Electric suivant les fluctuations de ses besoins.

De plus, en l'absence d'uranium en France, la multinationale est obligée pour fonctionner, d'employer tous les moyens pour se procurer la matière première : corruption des états producteurs,

coups d'état organisés, emploi de la force armée pour remplacer les gouvernements récalcitrants.

La multinationale n'agit pas directement, elle dicte ses projets aux états complaisants dont la France en pointe dans la conquête des matières sur le continent africain producteur d'uranium, au Niger voisin du Mali, au Gabon, au Congo, en Namibie etc.

Tout est bon pour s'accaparer les richesses de ces pays et surexploiter la main-d'œuvre nombreuse corvéable à merci.

Cette politique délibérée entraîne des pertes d'exploitation de 4,8 milliards en 2014, le prétexte est donc trouvé pour supprimer 5 à 6000 emplois dans le monde dont 4000 en France. Le maître d'œuvre est Philippe Varin, ex PDG de Peugeot. Il a supprimé avec l'aide de Hollande et son ami Moscovici 8500 emplois dans l'usine automobile.

Quoi de plus normal que de faire de nouveau appel à l'état serviteur pour financer les suppressions d'emplois, sauvegarder les profits et poursuivre la privatisation de la filière énergétique française.

Le gouvernement Hollande répond présent et engage sans hésiter les fonds publics nécessaires (nos impôts) au travers d'une recapitalisation (2 milliards?) de l'entreprise dont les exigences s'élèvent à 7 milliards. La Chine, intéressée par les capacités de développement de l'industrie nucléaire civile pourrait participer au capital d'Areva.

Peugeot, Renault, Alstom, aujourd'hui Areva, les multinationales dictent leurs exigences pour développer les profits, ce sont les travailleurs qui payent la note.

Il est temps d'y mettre un terme sans tarder.

Il n'y a pas d'autre solution que de stopper le démantèlement et la privatisation des moyens de production de l'énergie.

Comme nous l'écrivions le 19 mai dernier, il faut arracher ce secteur aux mains des capitalistes et imposer sans condition sa nationalisation par une gestion démocratique du peuple pour satisfaire les besoins de la nation.